

Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://www.fakirpresse.info/Robien-le-Parisien-l-ami-des.html>

Robien le Parisien : l'ami des riches (2/2)

- Articles -



Date de mise en ligne : mercredi 26 septembre 2007

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

Alors que l'Education est une notion qualitative, philosophe Gilles de Robien, la revendication est quasi exclusivement quantitative, « donnez-nous des postes ». La question pour moi est plutôt : comment mieux faire réussir les élèves ? »

Mieux vaut ne pas trop s'attacher, en effet, au « quantitatif » : à la rentrée prochaine, grâce à notre ministre, le mammoth de l'Education Nationale va connaître son plus grand dégraissage depuis toujours. Plus de 5000 postes supprimés, dont 252 pour la seule académie d'Amiens. Voilà qui ne devrait pas aider la Picardie à rattraper son retard scolaire... « En tant que ministre, j'ai toujours fait appel aux bonnes pratiques en entreprise en les modelant à la réalité de la vie publique », explique l'ancien assureur. De « bonnes pratiques » pour de bons plans sociaux.

Dans le primaire, bien sûr, des classes vont fermer - et des écoles à la campagne seront supprimées. L'on touche alors, parfois, au comique : lorsque les parents d'élèves manifestent contre les sept fermetures à Amiens, contre le regroupement des écoles Jean-Macé et Noyon, Brigitte Fouré, alors maire, soutient-elle les décisions de Docteur Gilles, son adjoint ? Au contraire : dans une délibération « *en urgence* », la majorité de la métropole « *émet un avis défavorable pour les fermetures* » (*Courrier Picard*, 31/01/07). Avec le soutien de Mister Robien ! « *Scandaleux, se plaint un syndicaliste. Et les Amiénois qui croient avoir le soutien de leur maire !* » Que ma douce main gauche en province ignore ce que fait ma sévère main droite à Paris...

Voyons le « *qualitatif* », désormais. Apprentissage à 14 ans, fin du collège unique, réforme de l'éducation prioritaire, retour au « *b.a.-ba* » de la méthode syllabique, forces de police dans les établissements, allègement des programmes, note de vie scolaire, etc. : Gilles de Robien s'est lancé dans « *des mois d'annonces tous azimuts* » (*Libération*, 21/03/07). Que restera-t-il de cette agitation ? Pas grand-chose, sinon rien : le ministre a bien ouvert une trentaine de « *chantiers* » mais n'en a clos aucun.

Dans sa frénésie, Robien a signé un décret qui allonge le temps de travail des enseignants et instaure la « *bivalence* » (enseignement de deux matières). En riposte, les profs protestent, boycottent les bacs blancs, et Robien subit un tir de barrage : Ségolène Royal promet de « *retirer* » son décret sitôt élue, Bayrou veut l' « *abroger* ». Mieux : Nicolas Sarkozy félicite les enseignants de « *résister à la facilité et à la démagogie des instructions de l'Education nationale* » (*Libération*, 21/03/07), souhaitant la « *suppression* » de cette mesure. Malgré la charge, Gilles de Robien s'est montré grand prince, ou petit calculateur, et a rallié le candidat qui stigmatisait hier sa « *démagogie* »...

Le désaveu est tel que « *toutes ces réformes risquent de ne pas lui survivre* » (*Libération*, 21/03/07). Beaucoup de bruit pour rien ? « *Ma faiblesse, confesse Robien dans son livre, mon inadaptation, au siège de ministre de l'Education nationale est très précisément ma force.* » Précisément.

Contrat première embauche

« *Une bande de voyous, de barbares, qui s'en prennent à notre civilisation.* » Sur France Info, le 11 mars 2006, Gilles de Robien n'évoque pas le 11 septembre, mais l'occupation de la Sorbonne par les étudiants qui manifestent contre le Contrat première embauche (CPE). C'est que les gueux « *commencent à détruire le patrimoine national accumulé là depuis des siècles et des siècles, déchirent des livres anciens, cassent le matériel, abîment le bâtiment* » : la morgue du ministre de l'Education durant le conflit a peut-être plus fait pour le succès des manifs étudiantes que les appels des syndicats...

Devant le blocage des facs, massivement suivi, le ministre estime que « *franchement, la force quand on est 10 ou 20 ou 30 à bloquer un amphi pour 1000 étudiants qui veulent travailler, c'est inadmissible* » (LCI, 10/03/06). Allergique aux chiffres ? Le 28 mars, près de 3 millions de jeunes défilent dans les rues, un chiffre historique : « *Important, pas impressionnant* », juge Robien (Le Monde, 31/03/06). Qui ajoute que les participants au défilé « *n'étaient pas concernés par le CPE* »...

Dans le Figaro du 31 mars, Robien demande la réouverture des lycées, quitte à recourir à la force, et prévoit des périodes de rattrapage : « *Mais cela pénalisera les étudiants les plus modestes. Car rattraper les cours pendant les vacances, c'est empêcher ceux qui ont peu de moyens d'avoir un job qui leur permet de financer leurs études. Ceux qui sont à la tête du mouvement anti-CPE, au nom de la lutte anti-précarité, sont là en contradiction avec leurs propres discours.* » Effectivement, les étudiants qui ont « *peu de moyens* » et un « *job pour financer leurs études* » n'ont aucune raison d'être « *anti-précarité* »...

« *A chaque fois que je croiserai un jeune au chômage ou sans qualification, je regretterai qu'il n'ait pu bénéficier d'un CPE* », se désole encore Robien (Libération, 19/04/06). Dans son Manifeste, notre maire avait averti : « *La responsabilité du politique ne passe surtout pas par la satisfaction immédiate et facile de la volonté du peuple.* » Mais par son pouvoir seul contre tous, dans les démocraties...

Equipement : le ministre des autoroutes

Jacques Chirac en avait fait une « *priorité nationale* », et c'est la « *très belle réussite* » de Gilles de Robien : le nombre de décès a chuté de 43 % depuis 2002 sur les routes de France. Pas de recette miracle, juste toute la panoplie des mesures répressives :

« *Aggravation des peines pour les chauffards meurtriers, forfaitisation des amendes, installation des radars automatiques, instauration d'un permis probatoire* » (Le Monde, 19/12/2002). Reste que ces choix se sont avérés efficaces : de 8000 tués par an sur les routes de France, on est rapidement passés sous la barre des 5000. Tous nos remerciements.

Qu'on envisage, désormais, le bilan écologique de son passage aux Transports. « *Désastreux* », annonce Olivier Louchard, coordinateur du Réseau Action Climat, qui fédère les associations de lutte contre le changement climatique.

Chantre de « *la maison qui brûle* », Jacques Chirac avait promis « *un développement du ferroutage* ». Chose due : avant que Gilles de Robien n'entre au ministère des Transports, 22% des marchandises empruntaient le rail. A sa sortie, en 2005, cette part chutait à 17%. Ce qui correspond, selon Philippe Mühlstein, spécialiste des transports, à « *près de deux millions de camions supplémentaires sur les routes* ».

Dans le même temps, le ministre lance un programme massif de construction d'autoroutes : 2500 kilomètres de réseaux supplémentaires, alors même que la France détient le record d'Europe en la matière. « *Robien s'est agenouillé devant les lobbies des routiers, des pétroliers, et des constructeurs automobiles, constate Olivier Louchard. Nous n'avons pas pesé lourd* »

.Entre 1997 et 2002, enfin, la gauche plurielle avait affecté aux transports en commun en ville. Arrivé au gouvernement, Gilles de Robien les supprime presque entièrement, mettant en péril les projets de tramway, bus, menés dans plusieurs grandes agglomérations. « *Même Juppé avait protesté pour son tramway à Bordeaux* », se souvient Olivier Louchard.

Pour réduire les gaz à effet de serre, pour enrayer la consommation de gasoil, donc, aucune mesure n'a été prise... si ce n'est au retour de Gilles de Robien à Amiens : redevenu maire, il remettait l'improbable projet du tramway « *sur les rails* ». Avec les subventions qu'il a suspendues ?

(article publié dans Fakir N°33, mai 2007)